

**Convention collective régionale**

IDCC : 1635. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(GIRONDE ET LANDES)**

**(19 février 1991)**

(*Bulletin officiel* n° 1991-4 bis)

(Etendue par arrêté du 7 octobre 1991,  
*Journal officiel* du 17 octobre 1991)

■ *Journal officiel* du 11 décembre 2009

**Arrêté du 3 décembre 2009 portant extension d'accords conclus  
dans le cadre de la convention collective des industries métallur-  
giques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes  
(n° 1635)**

NOR : MTST0929181A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1991 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 14 avril 2009, portant extension de la convention collective des industries  
métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes du  
19 février 1991 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 24 juillet 2009 relatif aux rémunérations effectives garan-  
ties (barème annexé), conclu dans le cadre de la convention collective sus-  
visée ;

Vu l'accord du 24 juillet 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérar-  
chiques (barèmes annexés), conclu dans le cadre de la convention collective  
susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 23 octobre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli selon la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes du 19 février 1991, tel que modifié par l'avenant du 25 mai 1992 tel qu'étendu par arrêté du 10 août 1992, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 24 juillet 2009 (barème annexé) relatif aux rémunérations effectives garanties, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

L'article 4 (Mise en œuvre) est étendu sous réserve de l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 5 de l'accord national métallurgie du 13 juillet 1983 modifié par avenant du 17 janvier 1991 ;

- l'accord du 24 juillet 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (deux barèmes annexés), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

### Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/6, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.